



Loi sur les relations industrielles
(L.R.N.-B., chap. I-4)

RÉPONSE À L'AVIS DE RENVOI
DEVANT LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

*Le demandeur, *Le défendeur, *L'intervenant, en réponse à l'avis de renvoi adressé à la Commission du travail et de l'emploi par le ministre de la formation et développement de l'emploi en vertu de l'article _____ de la loi le _____ 20 _____ fait la déclaration qui suit:

1. a) Nom exact *du demandeur: *du défendeur *de l'intervenant:

b) Adresse *du demandeur: *du défendeur: *de l'intervenant:

c) Intérêt dans ce renvoi:

2. Nom et adresse des autres personnes, syndicats, conseils syndicaux, employeurs et organisations d'employeurs qui peuvent être visés par le renvoi:

*3. (Dans le cas d'un renvoi effectué en vertu du paragraphe 107(1) de la loi.)

a) Dates et particularités des avis envoyés en vertu du paragraphe 32(2), de l'article 34 et du paragraphe 41(1) de la loi:

b) Détails relatifs au *respect *non-respect des prescriptions des dispositions énumérées ci-dessus:

c) Déclarations relatives au *respect *non-respect de ces prescriptions:

*4. (Dans le cas d'un renvoi sous le régime du paragraphe 36(6) de la loi.)

*a) Date et date de signature de la convention de reconnaissance ou de la convention collective et parties présentes:

*b) Particularités relatives à l'unité de salariés décrite dans la convention de reconnaissance ou dans la convention collective:

*c) Le (L') _____ ne constitue pas une partie à la convention de reconnaissance ou à la convention collective ni n'est lié à l'une ou l'autre.

*d) Déclarations faites, s'il y a lieu, relativement aux questions indiquées dans les dispositions a), b) ou c):

*5. (Dans le cas d'un renvoi effectué sous le régime du paragraphe 73(2) de la loi.)

*a) Date et date de signature de la convention collective et parties qui y sont liées:

*b) Particularités relatives aux dispositions d'arbitrage de la convention collective:

*c) Le (L') _____ ne constitue pas une partie à la convention collective et n'y est pas lié:

*d) Déclarations faites, s'il y a lieu, relativement aux questions indiquées dans les dispositions a), b) ou c):

*6. (Dans les cas où les questions soulevées aux numéros 4 ou 5 concernent un point contesté quant au fait de savoir si un syndicat est le successeur d'un autre syndicat ou si une entreprise a été vendue par un employeur à un autre employeur ou lorsqu'elles concernent un point contesté relatif au paragraphe 60(11) de la loi.)

a) Particularités du point contesté et article pertinent de la loi:

b) Déclarations relatives au point contesté:

7. Autres déclarations pertinentes:

8. *a) *Le demandeur *Le défendeur *L'intervenant accepte que la Commission statue sur le renvoi sans tenir une audience.

OU

*b) *Le demandeur *Le défendeur *L'intervenant accepte que la Commission statue sur le renvoi sans tenir une audience et présente les déclarations suivantes:

OU

*c) *Le demandeur *Le défendeur *L'intervenant demande la tenue d'une audience sur le renvoi par la Commission et s'engage à y assister.

*Le demandeur *Le défendeur *L'intervenant fait valoir les éléments d'appui suivants:

*9. Pages additionnelles annexées

a) Nombre de pages:

b) Numéros faisant l'objet de renseignements complémentaires:

*10. Outre la signification normale des documents relatifs à la présente, demande a été faite que copie soit envoyée aux personnes suivantes (nom et adresse):

Fait à _____, le _____ 20 ____ .

(signature et fonctions)

(signature et fonctions)

N.B. La présente formule doit être remplie et signée conformément aux dispositions de la loi et des règles de la Commission.

*Rayer les mentions inutiles